



24 et 25 mars 2016

SERVICE DOCUMENTATION INSET ANGERS



**LES RENCONTRES
TERRITORIALES
DE LA SOLIDARITÉ**

**LA PAUVRETÉ DES ENFANTS
EN FRANCE : UN DÉFI POUR LES
POLITIQUES PUBLIQUES**

24-25 MARS 2016 - ANGERS

PROGRAMME

WWW.CNFPT.FR
RUBRIQUE MANIFESTATIONS

Cnfpt

QUAND LES TALENTS
GRANDISSENT,
LES COLLECTIVITÉS
PROGRESSENT

DOSSIER DOCUMENTAIRE

Elaboré par le service documentation de l'Inset d'Angers et
le service des Pôles de l'Inset Angers

1 / PANORAMA ET ETAT DES LIEUX SUR LA PAUVRETE DES ENFANTS	p.3
2 / NOUVEAU REGARD SUR LES ENFANTS PAUVRES : LES POINTS AVEUGLES DANS LA PRISE EN CHARGE DES POLITIQUES PUBLIQUES	p.14
3 / LA PAUVRETE A HAUTEUR D'ENFANTS	p.15
4 / QUAND LA PAUVRETE DES ENFANTS AMENE LES PROFESSIONNELS A SORTIR DU CADRE PREVU : quelles nouvelles responsabilité institutionnelles et postures professionnelles ?	p.19
5 / EXPERIENCES TERRITORIALES ET PISTES POUR AGIR	p.22
6 / APPROCHE PAR LE CARE ET LES DROITS DE L'ENFANT	p.26

***Ce dossier documentaire est strictement réservé à votre usage personnel.
Dans le respect du Code de la Propriété intellectuelle, il ne vous est pas permis de le reproduire,
ni de le céder ou d'en faciliter la reproduction par un tiers.***

1 / PANORAMA ET ETAT DES LIEUX SUR LA PAUVRETE DES ENFANTS

✓ Articles

Pauvreté infantile

Actualités sociales hebdomadaires, 11/12/2015, n° 2937, p. 12

Le Parlement européen a adopté, le 24 novembre dernier, une résolution non législative demandant aux Etats membres de l'Union européenne (UE) de faire de la lutte contre la pauvreté infantile une priorité. Le texte, qui a quand même été rejeté par 77 eurodéputés et donné lieu à 49 abstentions, recommande également de garantir à tous les enfants l'accès à une éducation publique, gratuite, ouverte à tous et de qualité à tous les âges. Selon Eurostat, l'organisme statistique de l'Europe, 26 millions d'enfants étaient exposés à un risque de pauvreté et d'exclusion sociale en 2014 dans l'UE, soit 27,7 % des citoyens européens de moins de 18 ans. Ils étaient 21,6 % en France.

<http://www.europarl.europa.eu/sides/>

La gouvernance et la pauvreté, maillons faibles de la politique de l'enfance, selon l'Unicef et AEDE

Actualités sociales hebdomadaires, 12/06/2015, n° 2914, p. 19-20

Quelques mois avant que la France soit entendue par le comité des droits de l'enfant des Nations unies, les associations rendent publics leurs rapports « alternatifs » sur l'application de la Convention internationale des droits de l'enfant sur le territoire. Comme tous ceux qui ont ratifié le texte, l'Etat français doit, tous les cinq ans, rendre compte de ses actions devant les experts onusiens. En janvier 2016, elle devra ainsi faire état de celles qui ont été entreprises depuis les dernières recommandations – sévères – du comité en 2009

http://www.unicef.fr/userfiles/Chaque_Enfant

<http://www.dei-france.org/>

Pour une politique en faveur des familles en situation de précarité / VERSINI Dominique,

Entretien mené par Le Run Jean-Louis, Pelloux Anne-Sylvie,

Enfances & Psy, 3/2015 (N° 67), p. 160-168

Dominique Versini évoque, à partir de ses responsabilités actuelles de Maire adjointe à Paris, l'abord politique de la précarité. Celle-ci interroge le politique sur un double aspect de difficultés économiques et de défaillance du lien social, la précarité étant le produit de la pauvreté et de l'exclusion. Dès lors, le projet politique qui est porté par la Mairie vise à la fois à des aides directes aux familles dans le cadre du volet social, et à un soutien au développement d'initiatives citoyennes de solidarités. Il s'agit de mobiliser les moyens, à travers une politique sociale, l'école, les rythmes éducatifs, la culture, le sport, de donner les mêmes chances aux enfants vivant dans la précarité qu'à ceux de milieux plus privilégiés.

De plus en plus d'enfants meurent à la rue, alerte une étude

Actualités sociales hebdomadaires, 29/08/2014, n° 2872, p. 18-19

« Les SDF venant à décéder sont majoritairement des hommes jeunes qui meurent après un long parcours de rue semé de nombreuses ruptures », pointe l'étude « Dénombrer et décrire » menée par le collectif Les Morts de la rue. Cette enquête, que le collectif mène chaque année depuis 2011 afin de montrer la surmortalité des personnes sans abri, porte sur 517 personnes décédées en France en 2013, signalées par des partenaires institutionnels ou des associations, parfois aussi des 115 et des états civils des hôpitaux

http://www.mortsdelarue.org/IMG/pdf/RapportMortsdeLa_Rue_2014_final_Denombre_r_et_Decrire-2.pdf

* « **Pauvreté des enfants. Perspective internationale.** » / CAZOTTES Ewelina,
Spécificités, 1/2014 (n° 6), p. 150-167

Jusqu'à présent en Europe, la pauvreté infantile a peu fait l'objet d'analyses. Ce phénomène dont le taux est plus élevé que le taux de l'ensemble de population au sein de l'Union Européenne (19 % des enfants pauvres contre 16 % de l'ensemble de population) est peu diagnostiqué. Les politiques visant aujourd'hui à réduire la pauvreté des enfants ne sont pas efficaces. L'exemple de politiques menées dans les deux régions européennes envers les enfants en situation de rue démontre que trois éléments sont à prendre en compte dans ce champ : formulation du problème politique, mise en œuvre des politiques, ainsi que relations collectives du travail.

Publics hébergés par le 115 de Paris : une forte progression des familles / GUYAVARCH
Emmanuelle, GARCIN Elsa

Informations sociales, 2/2014 (n° 182) , p. 142-149

Depuis une dizaine d'années, tout indique une augmentation du nombre de personnes prises en charge « en famille » dans le cadre de l'assistance aux sans-domicile, une « famille » désignant au moins un enfant mineur, accompagné de sa mère et/ou de son père. Valable à Paris, ce constat s'étend également à l'ensemble de l'Île-de-France. Au 115 de Paris par exemple, plus de 17 000 personnes « en famille » ont été hébergées en 2012, pour une durée moyenne annuelle de quatre mois et demi, alors qu'en 1999 elles n'avaient été que 1 800 à avoir bénéficié d'une prise en charge moyenne de moins de deux semaines. Ainsi, en treize ans, le nombre de personnes sans logement en famille a été multiplié par près de dix tandis que la part des nuitées du 115 de Paris attribuée aux familles est passée de 15 % en 1999 à près de 85 % en 2012. Cette progression (en effectifs et durée d'hébergement) est par ailleurs observable sur l'ensemble du dispositif d'hébergement francilien. L'hébergement prolongé en hôtel constitue par défaut une réponse fréquemment mise en œuvre pour accueillir les familles qui ne va pas sans poser de questions.

« **La pauvreté des enfants face aux changements sociopolitiques polonais.** » / CAZOTTES Ewelina
Empan 1/2013 (n° 89), p. 111-117

Jusqu'à présent en Pologne, la pauvreté infantile a peu fait l'objet d'analyses. Ce phénomène, dont le taux est le plus élevé parmi tous les membres de l'Union européenne, n'est pas bien diagnostiqué. Les politiques menées aujourd'hui, encore ancrées dans l'idéologie de l'époque du communisme, sont peu développées. Ce retrait de la politique sociale à l'égard des enfants pauvres questionne la ligne choisie par l'Union européenne.

La pauvreté des enfants reste à la marge de la réflexion politique / CAZOTTES Ewelina
Lien social, n° 1127, 21/11/2013, 26-27

Ewelina Cazottes, sociologue, rappelle qu'en France, comme dans les pays en développement, même si c'est dans une moindre mesure, les enfants sont victimes de pauvreté. Un sujet rarement étudié, comme s'il remettait en question notre idée de la démocratie et d'un certain pays des droits de l'homme.

« **Question de la « pauvreté des enfants » en Europe. Nouvelles tendances dans les politiques publiques.** » / CAZOTTES Ewelina

Pensée plurielle 1/2013 (n° 32), p. 95-113

Jusqu'à présent en Europe, la pauvreté infantile a rarement fait l'objet d'analyses. Ce phénomène, dont le taux est pourtant plus élevé que le taux général de pauvreté de la population de l'Union européenne (19 % des enfants sont pauvres contre 16 % de l'ensemble de population), attire manifestement peu l'attention. Les politiques visant aujourd'hui à réduire la pauvreté des enfants semblent pour le moment inefficaces. L'exemple des politiques entreprises dans deux régions européennes (Île-de-France et région de Mazovie) à l'égard des enfants en situation de pauvreté démontre que trois éléments sont à prendre en compte : la formulation du problème politique, la mise en œuvre des politiques, ainsi que le niveau de coopération entre les différents acteurs.

* Article en copie en fin de dossier

✓ Rapports/Etudes

Contribution du CNLE au suivi du Plan pluriannuel contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale

Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, 2016, 109 p.

http://www.cnle.gouv.fr/IMG/pdf/Contribution_CNLE_au_suivi_du_plan_pauvrete_2016.pdf

Depuis 2012, le CNLE est étroitement associé aux travaux de concertation et d'élaboration puis de suivi du Plan quinquennal contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale. Ce plan est d'ailleurs lui-même l'aboutissement de recommandations maintes fois formulées par le CNLE, qui ont abouti, pour la première fois en France, à une planification globale, pluriannuelle (2013-2017) et interministérielle des politiques de lutte contre la pauvreté.

En novembre 2015, le conseil fait le choix de mener un travail plus approfondi sur le bilan de la troisième année de mise en œuvre du plan, en mettant en place trois groupes de travail. Chaque groupe, composé d'une vingtaine de membres, a permis de mobiliser les différents collèges et les diverses expertises réunies au sein du conseil.

Les travaux ont permis de dresser une revue assez complète des mesures du plan. Chaque groupe de travail a pris en charge deux des six axes thématiques, la gouvernance étant un axe transversal commun à tous. Les membres ont rassemblé les évaluations disponibles sur les actions mises en œuvre, auditionné des représentants de l'administration, d'associations et d'organismes partenaires, confronté leurs analyses puis formalisé leurs observations et dégagé des recommandations consensuelles.

En prenant cette initiative, le CNLE souhaite mettre en lumière tant les avancées que les points de vigilance et les pistes d'amélioration des politiques publiques, afin que la dernière étape de la feuille de route 2015-2017 permette de réelles avancées en faveur de l'accès aux droits fondamentaux de nos concitoyens les plus démunis.

Chaque enfant compte. Partout, tout le temps

UNICEF, 2015, 52 p.

https://unicef.hosting.augure.com/Augure_UNICEF

Pauvreté, enfants migrants, bidonvilles, justice pénale... Dans le cadre de l'audition prochaine de la France devant l'ONU, l'UNICEF France interpelle le gouvernement sur les nécessaires progrès à réaliser, et remet au Comité des droits de l'enfant une analyse du respect et des violations des droits de l'enfant sur notre territoire.

Pour un développement complet de l'enfant et de l'adolescent / DE SINGLY François, WISNIA

WEILL Vanessa

Stratégie.gouv.fr, 09/2015, 158 p.

http://www.strategie.gouv.fr/sites/strategie.gouv.fr/files/atoms/files/fs_rapport_commission_enfance_2909_2015_bat.pdf

Ce rapport de la commission Enfance et adolescence, présidée par François de Singly, a été réalisé dans le cadre de France Stratégie et remis au président de la République. Il propose une stratégie pour atteindre le développement complet de chaque enfant et adolescent, en lien avec les autres.

L'invisibilité sociale : publics et mécanismes - Lot n°6 : Réalisation de focus groupes auprès de

travailleurs sociaux / BARONNET Juliette, LYET Philippe, POUJOL Virginie, VALLE Michel

Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale, 11/2015, 34 p.

Dans une étude exploratoire menée par FORS pour l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale (ONPES) sur les publics invisibles, les ressorts d'une invisibilité « institutionnelle » qui renvoyait notamment au rôle joué par l'organisation de l'action sociale en France avait été mis au jour. Pour FORS, qui a continué ce travail, poser la question de l'invisibilité sociale, de ses sources, processus et conséquences, ne saurait se faire sans convoquer la question de la perception et des expériences des travailleurs sociaux eux-mêmes. D'une part, les travailleurs sociaux pourraient apparaître comme potentiellement co-producteurs de l'invisibilisation sociale. Et dans le même temps, ces mêmes acteurs de terrain peuvent être les témoins et les vigies de phénomènes sociaux jusque-là peu appréhendés, être par l'expérience des interrogateurs pertinents des découpages et catégories administratives inopérantes et participer d'une veille sociale au sens plein du terme. Dans cette étude, c'est donc l'invisibilité aux yeux des travailleurs sociaux et plus largement des institutions qui est interrogée.

Les chiffres clés de la pauvreté et de l'exclusion sociale. 2015

Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, 2015, 81 p.

http://www.cnle.gouv.fr/IMG/pdf/CNLE_Chiffres_Cles_2015.pdf

Cette brochure qui "regroupe une large sélection des indicateurs dressant l'état des situations de pauvreté et d'exclusion sociale en France", en exploitant les données publiées au fil des mois par un grand nombre d'organismes tels que l'INSEE, l'ONPES, la DREES, le Fonds CMU, etc.. Ce document a pour but, précise le CNLE, "de permettre, sous un format clair, synthétique et accessible à tous, d'appréhender les différents enjeux sociaux ainsi que les mesures politiques, les prestations et les dispositifs mis en place afin de réduire les inégalités sociales et la pauvreté".

Grande pauvreté et réussite scolaire. Le choix de la solidarité pour la réussite de tous. /

DELAHAYE Jean-Paul

Inspection générale de l'Education nationale - Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, 05/2015, 223 p.

http://cache.media.education.gouv.fr/file/2015/52/7/Rapport_IGEN-mai2015-grande_pauvrete_reussite_scolaire_421527.pdf

En France, 1,2 million d'enfants, soit un enfant sur dix, sont des enfants de familles pauvres : tel est le constat rappelé dans le rapport de la mission « Grande pauvreté et réussite scolaire ». Conformément à la lettre adressée par la ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, la mission devait plus particulièrement se concentrer sur les trois points suivants : un devoir de connaissance et de meilleure prise en compte de la précarité de vie des familles en grande difficulté ; les relations entre les familles pauvres et l'école ; les moyens pédagogiques pour assurer la réussite de tous et la qualité de la formation des personnels. La première partie du rapport décrit l'aggravation de la détresse sociale au sein de l'école, et montre les difficultés que l'école et ses partenaires rencontrent pour répondre aux besoins des élèves qui vivent dans des familles en situation de grande pauvreté. La deuxième partie identifie quatre leviers pour faire réussir tous les élèves et combattre ainsi les inégalités au sein du système éducatif : une concentration indispensable des efforts et des moyens pour mieux venir en aide aux enfants des familles pauvres, condition nécessaire pour une égalité des droits ; une politique globale pour une école plus inclusive qui s'organise pour privilégier le « scolariser ensemble » au cours de la scolarité obligatoire et permettre à tous les élèves de réussir ; une politique de formation et de gestion de ressources humaines pour réduire les inégalités ; une alliance éducative entre l'école, les parents, les collectivités territoriales, les associations.

Rapport sur l'évaluation de la deuxième année de mise en œuvre du plan pluriannuel contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale /

CHEREQUE François, ABROSSIMOV Christine, KHENNOUF

Mustapha

IGAS, 2015, 119 p.

<http://www.gouvernement.fr/partage/3211-rapport-sur-l-evaluation-de-la-deuxieme-annee-de-mise-en-oeuvre-du-plan-pluriannuel-contre-la>

Globalement, a souligné l'inspecteur général des affaires sociales (IGAS), la feuille de route gouvernementale a été "plutôt bien suivie" et les principales mesures du plan, comme la garantie jeunes et les "rendez-vous des droits", ont été mises en œuvre. Mais, surtout, l'ancien secrétaire général de la CFDT attire l'attention du gouvernement sur l'augmentation constante du taux de pauvreté des enfants et des familles monoparentales, qui, en 2012, s'élevait respectivement à 19,6 % (+ 0,1 point en un an) et à 36 % (+ 1,4 point), alors que celui des personnes âgées de plus de 65 ans a diminué, pour atteindre un "niveau historiquement bas" se situant à 8,3 % (- 1,1point). Les enfants et les familles monoparentales demeurent ainsi "les premières victimes de la crise".

Les enfants de la récession. Impact de la crise économique sur le bien-être des enfants dans les pays riches

Unicef, 2014, 52 p;

<http://www.unicef.fr/contenu/actualite-humanitaire-unicef/2014/10/28/la-crise-economique-frappe-le-bien-etre-des-enfants-dans-les-pays-riches-22575>

Ce nouveau rapport de l'UNICEF =montre que 2,6 millions d'enfants ont plongé sous le seuil de pauvreté dans les pays les plus riches du monde depuis 2008, portant l'estimation totale à 76,5 millions d'enfants. En France, ils sont 440 000 enfants pauvres supplémentaires.

Les effets d'une crise économique longue durée. Rapport 2013-2014

ONPES, 06/2014, 20 p.

<http://www.onpes.gouv.fr/Le-rapport-de-l-ONPES-2013-2014.html>

Organisé en deux parties, le rapport présente dans une première partie les évolutions et caractéristiques de la pauvreté en France selon les données les plus récentes, celles de 2012. Dans une deuxième partie, c'est la pauvreté et l'exclusion sociale en Europe qui font l'objet d'une analyse approfondie, notamment dans la perspective de la stratégie Europe 2020, dont on sait que les objectifs de réduction de la pauvreté ne seront pas atteints. L'ONPES souhaite que l'Union européenne dans sa nouvelle configuration s'implique davantage dans la lutte contre la pauvreté.

Les enfants de foyers allocataires à bas revenus en Ile-de-France. Evolution et caractéristiques de la pauvreté infantile de 2009 à 2013

Dossiers d'études des CAF d'Ile-de-France, n°3, 04/2014, 28 p.

<https://www.caf.fr/ma-caf/caf-du-val-de-marne/>

De 2009 à 2013, en Île-de-France, le taux de pauvreté des enfants a progressé de manière constante et soutenue en relation étroite avec la dégradation de l'environnement socio-économique.

Pauvreté et vulnérabilité des enfants et des familles / HAMEL Marie-Pierre, MARGUERIT David

France Stratégie, 2014, 39 p.

http://www.strategie.gouv.fr/pauvrete_des_enfants_mise_de_jeu_version_finale.pdf

En 2011, environ 30 % des personnes vivant sous le seuil de pauvreté étaient des enfants, alors que cette catégorie ne représente que 22 % de la population. Il existe donc une surreprésentation des enfants dans les situations de pauvreté monétaire.

Enfants et familles sans logement - Rapport d'enquête ENFAMS, enfants et familles sans logement personnel en Ile-de-France

Samu Social, 2014, 444 p.

https://www.samusocial.paris/sites/default/files/enfams_web.pdf

Ce rapport présente les premiers résultats d'une enquête quantitative réalisée en 2013 par l'Observatoire du Samusocial de Paris auprès de familles sans logement personnel, hébergées en Ile-de-France. Cette enquête, à la fois sociodémographique et épidémiologique, s'inscrit dans un projet interdisciplinaire de recherche-action sur les enfants et les familles sans logement (ENFAMS), mené depuis 2011 par l'Observatoire.

Inégalités, pauvreté et protection sociale en Europe : état des lieux et impact de la crise / BEFFY

Magali, THEVENOT Céline, CLERC Marie-Emilie

Insee, 04/2014, 18 p.

http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=0&ref_id=FR-UE14_c_D2_Inegali

En 2011, le niveau de vie médian de la France la place au sein des pays de l'Union européenne à revenus élevés. En termes d'inégalités de niveaux de vie, la France se situe dans la moyenne des 28 pays européens. Les indicateurs de pauvreté et d'exclusion sociale utilisés au niveau européen - pauvreté monétaire, privation matérielle et exclusion du marché du travail - la situent cependant dans une position plutôt favorable vis-à-vis de ses voisins européens. Cette position tient au fait que notre pays fait partie des plus avancés en termes de niveau de développement économique ; elle est aussi due à l'importance relative des transferts sociaux. Toutefois, depuis le début de la crise, les inégalités de niveau de vie se sont légèrement redressées en France, tandis qu'elles sont restées relativement stables en Europe. De même, si la pauvreté monétaire reste plus basse que la moyenne européenne, elle a un peu augmenté depuis 2007. De fait, les transferts sociaux ont certes amorti le premier impact de la crise en 2008 et 2009, mais cet effet bénéfique s'est ensuite un peu atténué. En revanche, l'augmentation du risque de pauvreté et d'exclusion sociale dans son ensemble a été plus faible en France qu'en Europe. De nombreux pays européens ont été beaucoup plus touchés par la crise (Europe du Sud, Irlande, pays baltes...).

Familles monoparentales en situation de précarité : quelle(s) articulation(s) entre emploi et garde des jeunes enfants ? Approche qualitative et quantitative de l'articulation emploi/garde des enfants par les familles monoparentales allocataires du RSA majoré.

Mission de recherche et expérimentation (MIRE), 2014, 60 p.

http://mv02.mrie.org/docs_transfert/publications/MRIE-Mode%20de%20gardes%20monoparentales-2014.pdf

- L'emploi : une nécessité malgré des difficultés évidentes
- La garde des enfants : une nécessité directement connectée au travail
- L'impact des relations avec le père des enfants
- Des difficultés principalement dues au coût des gardes ou à l'absence de places
- Des facteurs de précarité qui pré-existent et qui se réalisent avec la monoparentalité
- Des dispositifs censés favoriser la garde d'enfants trop complexes pour atteindre leur objectif
- Un rapport parent/institution – professionnels qui freine les gardes d'enfants et qui limite l'accès à l'emploi
- Des tensions subies à choisir entre carrière familiale et carrière professionnelle

Les enfants vivant des situations de précarité visibles ou invisibles à Paris

Mairie de Paris, 2013, 48 p.

http://infomie.net/IMG/pdf/hidalgo_versini.pdf

Rapport réalisé pour Anne Hidalgo par Dominique Versini, Ancienne Défenseure des enfants, Ancienne secrétaire d'Etat chargée de la lutte contre la précarité et l'exclusion

L'état du mal-logement en France. 18ème Rapport annuel

Fondation Abbé Pierre, 2013, 242 p.

<http://www.fondation-abbe-pierre.fr/nos-publications/>

*Chapitre 3 - Les familles à l'épreuve du mal-logement
Quand la crise du logement fragilise les « familles »
Quand la transformation de la famille génère de nouvelles situations de mal-logement
Quand l'intervention publique doit s'adapter à la transformation de la famille*

Le bien-être des enfants dans les pays riches - Vue d'ensemble comparative

Unicef, 2013, 60 p.

https://unicef.hosting.augure.com/Augure_UNICEF

L'UNICEF publie aujourd'hui « Le bien-être des enfants dans les pays riches », une étude comparative exceptionnelle réalisée par le centre de recherche Innocenti de l'UNICEF. Ce document unique analyse la situation des enfants et adolescents dans 29 des économies les plus avancées du monde et établit un classement autour de cinq dimensions passées au crible : le bien-être matériel, la santé et la sécurité, l'éducation, les comportements et risques, le logement et l'environnement.

Vers le bien-être des enfants en Europe

EAPN, 2013, 35 p.

<http://www.oned.gouv.fr/ressources/vers-bien-etre-enfants-en-europe-explicatif-sur-pauvrete-infantile-dans-lunion-europeenne>

25 millions d'enfants vivant dans l'Union européenne (UE) sont menacés par la pauvreté ou par l'exclusion sociale, soit un enfant sur quatre. La plupart d'entre eux grandissent dans des familles pauvres qui, elles-mêmes, éprouvent de plus en plus de difficultés à leur offrir les conditions d'une vie dans la dignité. Nous voyons dans ce fléau un crime social, commis au sein d'une UE qui s'enorgueillit pourtant de son modèle social. C'est une atteinte flagrante aux droits fondamentaux et la preuve de la faillite des politiques d'investissements dans les peuples et dans notre avenir. L'UE peut-elle se permettre pareil échec ?

8 juillet 2013 : Avis du CNLE sur la pauvreté des enfants en France

CNLE, 2013

<http://www.cnle.gouv.fr/8-juillet-2013-Avis-du-CNLE-sur-la.html>

Dans cet avis, le CNLE souhaite alerter les pouvoirs publics sur la gravité des situations de pauvreté des enfants et sur l'urgence à agir : on peut craindre qu'aujourd'hui le nombre d'enfants pauvres en France avoisine les 3 millions. Il rappelle que l'investissement social passe par la prévention et que la France s'est engagée à assurer l'égalité des chances de tous les enfants qui vivent sur le territoire national.

Mesurer la pauvreté des enfants - Nouveaux tableaux de classement de la pauvreté des enfants dans les pays riches

Unicef, Centre de recherche Innocenti, 2012, 40 p.

http://www.unicef.fr/userfiles/UNICEF_Innocenti

Les précédents rapports de la série des Bilans révèlent que lorsqu'une société ne protège pas les enfants contre la pauvreté, elle commet une erreur très coûteuse. En effet, si les enfants en sont les principales victimes, les pays en subissent également les conséquences et doivent affronter la baisse des compétences et de la productivité, la dégradation des niveaux de santé et d'instruction, l'augmentation du risque de chômage et de dépendance à l'égard de l'aide sociale, l'élévation des coûts de la protection sociale et des systèmes judiciaires, ainsi que l'érosion de la cohésion sociale. D'un point de vue économique, à l'exception du très court terme, la société a donc tout intérêt à prévenir la pauvreté des enfants.

Groupe de travail Familles vulnérables, enfance et réussite éducative. Pour une politique de l'enfance au service de l'égalité de tous les enfants / VERSINI Dominique, MADIGNIER Pierre-Yves, CYTERMANN Laurent

Conférence nationale contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale, 12/2012, 65 p.

http://www.cnle.gouv.fr/IMG/pdf/V4_Rapport_atelier_familles_vulnerables_enfance_et_reussite_educative_couv-2.pdf

Cette publication est le résultat d'une réflexion menée par un groupe de travail, en vue de la Conférence nationale de lutte contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale de décembre 2012. Elle présente un état des lieux de la situation en France, 3 principes de base (agir tôt, à long terme, de façon coordonnée et avec les familles) et propose 10 orientations pour faire reculer la pauvreté des enfants : créer une politique nationale de l'enfance et de la jeunesse, investir massivement dans l'accueil des jeunes enfants, accompagner les parents dès la naissance de l'enfant, créer un plan national de santé de l'enfant et de l'adolescent, développer des alternatives au placement des enfants, développer les coopérations de « Réussite éducative » (école, parents, territoire), garantir l'accès aux loisirs et à la culture, construire des réseaux pour l'intervention sociale.

Dossier annuel 2012 - Pauvretés, précarités, exclusions

Mrie, 10/2012, 332 p.

<https://www.cnle.gouv.fr/Dossier-annuel-2012-de-la-MRIE.html>

- 20 ans de dossiers annuels
- Quand la pauvreté se durcit...la pauvreté est une violence
- Handicap et pauvreté : la double peine
- **Enfance et pauvreté**
- Parcours de personnes en précarité
- Entre injonction et transformation sociale
- L'économie, facteur aggravant

Les enfants de familles pauvres en Ile-de-France - Novembre 2011

INSEE, 11/2011

http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=20&ref_id=17991

En 2009, un enfant francilien sur cinq vit dans une famille pauvre. Ces enfants vivent plus fréquemment dans des familles connaissant la précarité dans leur activité professionnelle, c'est-à-dire le chômage, les emplois sous-qualifiés et mal rémunérés, les temps partiels contraints et les contrats précaires.

Un nombre restreint de communes, situées essentiellement en Seine-Saint-Denis, héberge une part très importante des enfants des familles pauvres d'Ile-de-France. Plus de la moitié des enfants des familles pauvres vit dans un logement HLM. Les aides au logement permettent, dans un contexte de hausse du coût du logement, de réduire le poids de cette dépense dans le revenu des familles.

Précarité et protection des droits de l'enfant - Etat des lieux et recommandations

Défenseur des Enfants, 11/2010, 190 p.

<http://www.defenseurdesenfants.fr/pdf/RappThem2010.pdf>

Deux millions d'enfants vivent sous le seuil de pauvreté. Une population qui cumule des inégalités, rappelle la défenseure des enfants, Dominique Versini, en présentant son rapport thématique 2010, intitulé Précarité et protection des droits de l'enfant et rendu public lundi 15 novembre.

- *Précarité et protection des droits de l'enfant. Ouverture par Dominique Versini, Défenseure des enfants*
- *Au coeur de la crise quelles perspectives pour une meilleure protection des enfants de familles vulnérables ? Patrick Viveret, Philosophe*
- *Les politiques sociales permettent-elles de garantir la protection des enfants de familles vulnérables ? Julien Damon, Sociologue, professeur associé à Sciences Po, Paris*
- *Premier débat : Précarité et réalités de la vie quotidienne.*
- *Deuxième débat : Précarité et réalités du droit au logement*
- *Troisième débat : Précarité et réalités des parcours scolaires*
- *L'État de la précarité en Europe : comment mieux protéger les droits fondamentaux des enfants*
- *Quatrième débat : Précarité et réalités du maintien des liens familiaux*
- *Conclusion*
- *Recommandations*

Les nouveaux visages du sans-abrisme : les enfants, les familles et les jeunes

Feantsa, 2010, 32 p.

<http://www.fnars.org/index.php/les-actions-de-la-fnars/europe/310-feantsa/2960-dernieres-publications-europeennes-de-la-feantsa-les-nouveaux-visages-du-sans-abrisme>

Des signes montrant que le nombre de jeunes et de familles sans domicile est en hausse dans certains États membres ont attiré l'attention sur le fait que les services disponibles pour les personnes sans domicile pourraient ne pas être correctement préparés pour gérer les besoins spécifiques des familles avec enfants ou des jeunes adultes. Le phénomène du sans-abrisme parmi les jeunes et les familles n'a pas été autant étudié que le sans-abrisme individuel.

Dans le climat économique actuellement instable, il est reconnu en Europe que cette transition peut avoir aggravé la situation précaire des jeunes. Par ailleurs, tout porte à croire que la crise économique et financière affecte les familles, qui se retrouvent beaucoup plus facilement sans domicile qu'auparavant. Les jeunes sans domicile sont particulièrement vulnérables (à l'exploitation et à la violence) dans les rues et les enfants des familles sans domicile peuvent développer des problèmes de santé physique et mentale plus souvent que les enfants hébergés.

Assurer le bien-être des enfants

OCDE, 2009, 209 p.

<http://www.oecd.org/fr/els/famille/assurerlebien-etredelesenfants.htm>

Le bien-être des enfants est l'une des grandes priorités des politiques publiques dans les pays de l'OCDE. Mais quel est le degré réel de bien-être des enfants aujourd'hui ? Quels sont les montants dépensés par les États au titre de l'enfance et ces dépenses interviennent-elles à un stade approprié ? Quelles sont les politiques sociales familiales qui ont le plus d'impact dans les premières années de la vie des enfants ? Le fait de grandir dans une famille monoparentale est-il préjudiciable pour les enfants ? Et les inégalités qui persistent d'une génération à l'autre menacent-elles le bien-être des enfants ? Cette publication traite de ces questions et de bien d'autres. Quel est le degré de bien-être des enfants aujourd'hui ?

La pauvreté des enfants en perspective. Vue d'ensemble du bien-être des enfants dans les pays riches Bilan Innocenti 7

Centre de recherche Innocenti de l'UNICEF, Florence, 2007, 52 p.

<http://www.unicef-irc.org/publications/467>

Ce rapport à la fois exploite et développe les analyses contenues dans le Bilan 6 qui traitait de la pauvreté de revenu relative des enfants ainsi que des politiques en mesure d'y remédier. Le Bilan 7, qui s'appuie sur la Convention relative aux droits de l'enfant ainsi que sur les résultats de la recherche universitaire en la matière, fournit une vue d'ensemble innovatrice du bien-être de l'enfant à travers l'examen de six dimensions: bien-être matériel, santé et sécurité, éducation, relations avec la famille et les pairs, bien-être subjectif, comportements et styles de vie.

✓ Ouvrages

Monoparentalité précaire et femme sujet / NEYRAND Gérard, ROSSI Patricia

Eres, 2014, 335 p.

Alors que les lois sur l'égalité femme-homme sont en constante révision, le nombre de familles monoparentales constituées, pour l'essentiel, de femmes élevant seules leurs enfants est en augmentation. Pour elles, occuper la position de « chefs de famille » est d'autant plus difficile que la précarité économique – un tiers d'entre elles vivent en dessous du seuil de pauvreté – se conjugue avec un isolement relationnel et une fragilisation psychologique. Cette évolution pose la question de la place des femmes dans la démocratie ainsi que celle de la maternité et du féminin, et de leur lien à la paternité, pour les psychismes individuels. Elle nécessite de concevoir un soutien qui ne soit pas seulement économique, mais qui intègre les dimensions sociale et psychologique. Dans cet ouvrage, les auteurs articulent sociologie et psychanalyse pour rendre compte de la complexité de ce problème social, mais surtout, ils explorent les pistes possibles pour une meilleure prise en charge de ces femmes chefs de famille par les intervenants sociaux.

La pauvreté en Europe : une approche géographique / BONERANDI Emmanuelle, BOULINEAU

Emmanuelle

Presses universitaires de Rennes, 2014, 260 p.

Cet ouvrage interroge les nouvelles formes spatiales de la pauvreté en Europe et les politiques publiques de lutte contre cette pauvreté toujours mouvante : en quoi les maillages territoriaux et les politiques qu'ils portent peuvent-ils faire société et territoire, dans une Europe de la diversité et des inégalités sociales et territoriales ?

La disqualification sociale / PAUGAM Serge

Presses universitaires de France, 2013, 256 p.

« Il est difficile d'écrire sur les pauvres et la pauvreté. Par sentimentalisme et mauvaise conscience, les sociologues produisent souvent un discours mi-descriptif, mi-militant, où le misérabilisme se mêle à la dénonciation. Prolongeant une intuition de Simmel, [Serge Paugam] a su construire son "objet scientifique" en remplaçant la catégorie ambiguë, issue du monde social, des "pauvres" par le concept analytique d'"assistés" », note Dominique Schnapper dans sa préface. Cet ouvrage, novateur lors de sa sortie en 1991, s'appuie sur une longue enquête menée dans le département des Côtes-d'Armor auprès des populations aidées de façon ponctuelle ou régulière par les services d'action sociale. Il montre, à partir de trois types d'expériences vécues de la relation d'assistance, comment se constituent les statuts, les identités et les rapports sociaux à la périphérie du marché de l'emploi.

L'invisibilité sociale. Approches critiques et anthropologiques / FAES Hubert

Harmattan (L'), 2013, 219 p.

L'invisibilité sociale apparaît de plus en plus comme un aspect essentiel de l'injustice dont pâtissent nombre de personnes dans les sociétés. Mais comprendre en quoi elle consiste exige un travail d'analyse et de réflexion qui ne fait que commencer. C'est à une analyse et à une réflexion philosophiques que sont conviés non seulement des philosophes, mais aussi des spécialistes de sciences humaines et des personnes qui oeuvrent avec des personnes en difficulté et des exclus.

Le nouvel âge de la solidarité - Pauvreté, précarité et politiques publiques / DUVOUX Nicolas

Seuil, 2012, 105 p.

En France, les pauvres sont de plus en plus nombreux et de plus en plus pauvres. Pourtant, au cours des vingt dernières années, des mesures d'assistance et d'insertion ont été adoptées : le RMI, la couverture maladie universelle, le RSA plus récemment. Ces prestations constituent une protection irremplaçable, mais elles sont trop faibles, trop complexes et parfois humiliantes. En fin de compte, elles organisent la précarité plus qu'elles ne la combattent. En outre, elles suscitent une hostilité grandissante de la part de certaines couches populaires, qui se sentent abandonnées des pouvoirs publics. La dénonciation démagogique de l'« assistanat » masque ces difficultés en dressant une partie de la population contre l'autre. Comment sommes-nous entrés dans ce cercle vicieux ? Surtout, comment en sortir ? Ce livre plaide pour une politique de protection plus généreuse et universelle, adaptée à notre société et susceptible de réduire véritablement la pauvreté. Il montre qu'il est possible de réconcilier l'autonomie des individus avec la solidarité nationale.

Salauds de pauvres. Pour en finir avec le choix français de la pauvreté / GRIVEAUX Benjamin
Fayard, Fondation Jean Jaurès, 2012, 162 p.

Le modèle social français est menacé et la droite a trouvé les coupables. Les « assistés », volontiers décrits comme passant leurs journées à se prélasser devant un écran plat financé par leurs allocations, mettraient la république en péril ! Finie l'opposition entre travailleurs et chômeurs. C'est désormais le conflit entre les déclassés et les assistés, entre les working poors et ceux qui n'ont plus rien, que la droite instrumentalise. Quant à la gauche, elle se laisse – une nouvelle fois ? – dicter les termes du débat. Élu de terrain et expert des questions sociales, Benjamin Griveaux veut faire un sort aux caricatures. Non, les bénéficiaires de minima sociaux ne gagnent pas plus en restant chez eux qu'en allant travailler. Non, la France n'est pas, et de loin, le pays européen le plus généreux avec les personnes défavorisées. Non, les étrangers ne débarquent pas par milliers pour bénéficier de notre système d'aides sociales. Dénonçant le choix français de la pauvreté, il ouvre le débat sur la place des droits de l'homme pauvre dans une république construite autour de la solidarité et non de la charité. Il propose six mesures concrètes et inédites pour refonder notre État providence à bout de souffle. Et dessine ainsi les contours d'un « État d'investissement social » performant.

Deux générations dans la débîne. Enquête dans la pauvreté ouvrière. / LAE Jean-François, MURARD Numa
Bayard, 2011, 419 p.

Il y a plus de trente ans, les deux sociologues avaient mené un travail de terrain inédit sur une cité du Nord de la France en pleine mutation économique et sociale. La fragilisation était déjà visible mais nul ne pouvait encore prévoir l'ampleur qu'elle prendrait. Trente ans plus tard, la situation sociale de notre pays décida les deux auteurs à retourner sur les lieux de leur première enquête et à retrouver la trace des individus et des familles rencontrés alors. C'est ce « retour sur enquête » qui fit naître ce livre, qui voudrait donner à lire ces histoires de pauvreté ordinaire, de parcours chaotiques en ruptures familiales, de fuite devant les huissiers et de lutte contre la radiation de l'assurance chômage. A travers les histoires de Pascale, Papi, Jeanine, se dessine une image non misérabiliste mais pour autant peu optimiste de la situation des plus faibles en France. Comment les générations successives font-elles face à cette réalité, quelles armes utilisent-elles ? Loin de poser des certitudes, ce travail inédit voudrait rompre avec une image homogène d'un groupe social. Rompre également avec cette idée qu'il n'y a plus rien à dire sur les pauvres fantômes d'un monde industriel disparu.

La précarité / CINGOLANI Patrick
Presses universitaires de France, 2011, 126 p.

Emploi précaire, travail précaire, les précaires : le terme précarité est utilisé pour décrire des phénomènes sociaux divers dans nos sociétés contemporaines. Temps partiels, CDD, travail intérimaire, chômage mais aussi accidents de la vie personnelle, les discontinuités subies ou voulues fragilisent les parcours, les rendent précaires, font parfois basculer dans la pauvreté. Au-delà de l'analyse des sens de ce mot et des réalités qu'il recouvre, cet ouvrage montre que, s'il est nécessaire d'encadrer les flexibilités demandées par le patronat, de pallier la disparition des formes traditionnelles de solidarité, il est aussi urgent de faire droit aux discontinuités voulues par certains travailleurs qui tentent d'établir une nouvelle relation à l'activité professionnelle.

Repenser la pauvreté / DUFLO Esther, BANERJEE Abhijit V.
Seuil, 2011, 422 p.

Près d'un milliard de personnes vivent avec moins de un dollar par jour. Les politiques destinées à lutter contre la pauvreté semblent souvent incapables d'améliorer leurs conditions de vie. Cet échec pourrait-il être dû aux failles des théories qui sous-tendent ces programmes plutôt qu'au caractère écrasant de la tâche ? C'est cette hypothèse que défend cet ouvrage. Les experts ont pris l'habitude de décider à la place des pauvres de ce qui est bon pour eux sans prendre la peine de les consulter. Abhijit V. Banerjee et Esther Duflo ont initié la démarche inverse. Plutôt que de s'interroger sur la cause ultime de la pauvreté, ils se sont intéressés aux choix qu'opèrent les pauvres en matière de consommation, de mode de vie et d'éducation afin de tester expérimentalement l'efficacité des méthodes préconisées pour améliorer leur sort. Faut-il subventionner les denrées de base ou privilégier les transferts sociaux ? Vaut-il mieux donner ou vendre les moustiquaires qui protègent du paludisme ? La microfinance est-elle le remède espéré pour sortir des « pièges de pauvreté » ?

La pauvreté en milieu rural / PAGES Alexandre

Presses universitaires du Mirail Toulouse, 2011, 199 p.

Le monde rural français est concerné par la précarité économique et bon nombre de familles dépendent désormais des circuits de l'assistance. Légèrement plus élevé qu'en milieu urbain, le taux de pauvreté en milieu rural, qui peut atteindre 20 % de la population, cache d'importantes disparités locales et une souffrance au quotidien. Cependant, de nouvelles formes d'intervention sociale témoignent d'un regain de solidarité.

La paupérisation des Français / CLERC Denis

Armand Colin, 2010, 160 p.

Chômage, donc baisse de revenus, emplois précaires, endettement, perte de confiance en l'avenir... sont-ils les signes d'une véritable paupérisation des Français ? et si oui, qui menace-t-elle ? Alors que se forme un groupe de « travailleurs pauvres », les remparts traditionnels des classes moyennes contre la pauvreté – niveau d'études, emploi – suffisent-ils encore à garantir leur niveau de vie ? à les protéger d'une dégringolade sociale dont les médias se font l'écho ?

Eliminer la pauvreté / DAMON Julien, HIRSCH Martin

Presses universitaires de France, coll : Quadrige, 10/2010, 246 p.

En 2000, l'ONU a établi des Objectifs du millénaire pour le développement, visant notamment à réduire de moitié l'extrême pauvreté d'ici 2015. En 2000, l'Union européenne a lancé sa stratégie dite de Lisbonne, contenant une invitation à donner un élan décisif à l'élimination de la pauvreté à l'horizon 2010. Depuis 2007, la France s'est fixé un objectif de réduction d'un tiers de la pauvreté, sur cinq ans. Ces objectifs quantifiés de réduction et d'élimination de la pauvreté transforment l'action publique aux trois échelles internationale, européenne et française. Quelles sont les définitions, les indicateurs et les mesures de la pauvreté sur ces trois plans ? Quels sont les traductions concrètes et les débats liés à ces démarches ? Quels sont les points de concordance et de cohérence entre les ambitions internationales, la construction européenne et les politiques sociales françaises ? Nourrie par le droit et la statistique, cette analyse propose un panorama, à trois niveaux, des politiques de lutte contre la pauvreté.

2 / NOUVEAU REGARD SUR LES ENFANTS PAUVRES : LES POINTS AVEUGLES DANS LA PRISE EN CHARGE DES POLITIQUES PUBLIQUES

*** Et si l'on s'intéressait vraiment aux enfants pauvres ?** / STETTINGER Vanessa

Observatoire des Inégalités, 16 juin 2015

<http://www.inegalites.fr/spip>

Les travaux qui traitent de la pauvreté ne s'intéressent pas vraiment aux enfants et ceux qui parlent des enfants délaissent la question de la pauvreté. Le point de vue de Vanessa Stettinger, sociologue à l'université de Lille 3.

Pour une approche sociologique renouvelée des « enfants pauvres » / STETTINGER Vanessa,

Sociologie, 4/2014 (Vol. 5), p. 441-453

L'article présente et critique un corpus de travaux sociologiques traitant des « enfants pauvres » en France, à la lumière des travaux élaborés sous la bannière d'une « sociologie de l'enfance ». Les travaux sur les enfants en situation de pauvreté se sont multipliés en France au début des années 1990, réunis autour de la thématique des « enfants pauvres ». Nous cherchons à en expliquer la genèse récente et son actualité. Si leur intérêt est indéniable, ces travaux présentent à notre avis des limites : ils tendent à faire disparaître l'enfant derrière l'adulte en devenir, se centrant quasi exclusivement sur sa condition de pauvreté, ce qui a pour corollaire d'occulter de nombreux aspects de la vie de ces enfants. Une lecture critique de ces textes, révélant leurs points aveugles, ouvre la voie à une approche sociologique renouvelée de l'enfance en situation de pauvreté.

Funambules de la précarité / STETTINGER Vanessa

PUF, Paris, 2003.

Dans Funambules de la précarité, Vanessa Stettinger donne la parole aux vendeurs de journaux et mendiants du métro parisien. Pour cela, elle les a accompagnés des années durant, pendant leur travail dans le métro, pendant leurs moments de pause et de détente, dans des lieux publics, cafés, ou dans leurs foyers, quand ils en avaient.

À partir de l'analyse de leurs relations familiales, amicales, de leur rapport aux études, au travail, à la question du logement, à l'État sous toutes ses formes, et aux organisations caritatives, l'auteur montre que leurs ressources matérielles et symboliques très instables, et leurs liens affectifs très fragiles les vouent à une précarité différente que celle que connaît une population touchée seulement par la pauvreté. En effet, en lutte permanente pour trouver un équilibre entre leur propre mode de vie et une vie " normale ", des ressources insuffisantes, le plus souvent depuis leur plus jeune âge, leur ont appris à trouver des subterfuges (drogue, boisson, fabulations) qui, la plupart du temps, les éloignent encore davantage de cette " vraie " vie dont ils rêvent.

3 / LA PAUVRETE A HAUTEUR D'ENFANTS

✓ Articles

A hauteur d'enfant

Quart monde, 03/2016, n° 237, p. 3-43

L'enfant né dans un environnement démuné prend connaissance de sa pauvreté en naissant. Dans son corps, dans son psychisme, dans l'ambiance de la maison, il la ressent, même s'il ne fait pas encore de comparaison avec d'autres enfants. Plus encore la sait-il dès qu'il sort du quartier ou dès qu'il entre à l'école. Mais il n'a pas d'images et de mots pour l'accompagner dans cette expérience.

Au sommaire

- Introduction : À hauteur d'enfant. Marie-Hélène Dacos-Burgues
- Un droit à la multiplicité des points de vue. Serge Tisseron
- Promouvoir l'amitié, prévenir le harcèlement. Faustin Ndrabu
- Eux, c'est nous. Frédéric Lavabre
- Dans le regard du clown. Paolo Doss
- « Écoutez, grand-mère pourrait être célèbre ! ». Charo Carrasco
- Une journée dans la vie de Sasha. Marie Ricana, Guy Malfait
- « L'enfant est placé, il grandit... On le retrouve... Ou pas... ». Participants Université populaire Quart Monde Normandie
- De grandes questions les préoccupent. Nicole Prieur
- Cessons de nourrir les préjugés liés à la pauvreté. Louise Lavictoire

Pouvoir aller à l'école. La vulnérabilité résidentielle d'enfants vivant en hôtel social / LE MENER

Erwan, OPPENCHAIM Nicolas

Annales de la recherche urbaine (les), 09/2015, n° 110, p. 74-87

Vivre en hôtel social expose à une forte instabilité résidentielle et à des déménagements dans des communes parfois réfractaires à l'accueil de familles sans logement. La plupart des enfants vivant en hôtel vont pourtant à l'école. Cet article s'intéresse, à partir d'enquêtes menées en Île-de-France, aux conséquences de l'instabilité résidentielle sur la scolarisation de ces enfants. Leur accès à l'école est compliqué par de fréquents déménagements et la longueur des trajets entre l'hôtel et l'école. La scolarisation constitue néanmoins une ressource essentielle pour faire face aux difficultés du quotidien liées à la vulnérabilité résidentielle des familles en hôtel. L'école constitue ainsi un point fixe dans l'existence mouvementée des familles sans logement.

Vivre à l'hôtel quand on est un enfant / LE MENER Erwan

metropolitiques.eu, 04/2015, 3 p.

<http://www.metropolitiques.eu/Vivre-a-l-hotel-quand-on-est-un.html>

L'hébergement d'urgence en hôtel social concerne un nombre croissant de familles. Comment cette expérience pèse-t-elle sur les vies des enfants concernés ? Quelle incidence sur leur rapport à l'espace, leur possibilité de grandir, d'apprendre, de se faire des amis, de jouer ? Erwan Le Méner montre comment, dans ces situations de grande précarité, les équilibres entre les lieux et les liens se recomposent.

Précarité. Une clinique paradoxale du besoin et de l'isolement / GILLOOTS Marie, PELLOUX Anne-Sylvie

Enfances & psy, 2015, n° 67, p. 9-168

Des enfants parfois très jeunes et des adolescents vivent dans la précarité, aux marges de notre société. Comment appréhender leur réalité d'exclus très éloignée de notre mode de vie ? Paradoxalement, nous sommes souvent confrontés à une absence de demande d'aide, alors qu'ils sont visiblement dans le besoin. Quel impact aura l'expérience de la précarité sur leur santé, leur socialisation, leur développement, la construction de leur personnalité et leur imaginaire ? Peut-on repérer des troubles psychiques ou des risques particuliers ou encore des modalités de survie, des résistances ? Comment adapter nos dispositifs d'aide, de socialisation et de soins ?

<http://www.cairn.info/revue-enfances-et-psy-2015-3.htm>

*** La participation sociale et politique des enfants : une ethnographie de pratiques ordinaires qui embarrassent les adultes** / ZOTIAN Elsa,

Lien social et Politiques, n°71, 2014, p. 127-142

<https://www.erudit.org/revue/lsp/2014/v/n71/1024742ar.pdf>

Si les conseils d'enfants, reflet du nouvel idéal démocratique de participation des plus jeunes, se multiplient, les modalités informelles et diffuses de participation politique et sociale des enfants restent peu connues. Cet article propose d'analyser des situations où les enfants mettent en oeuvre des styles de participation politique « à bas bruit » qui provoquent parfois l'embarras des adultes. À partir d'un terrain d'enquête mené auprès d'enfants âgés de 8 à 12 ans et grandissant dans des familles migrantes populaires, sera proposée une ethnographie des pratiques consistant à rejeter les enfants de l'école voisine, se moquer de ses pairs et « faire hala », autant de modalités d'un prendre part singulier faisant intervenir des conceptions du vivre ensemble, des catégorisations et hiérarchisation du social, des formes de résistance qui présentent des écarts par rapport à ce qu'attendent d'eux les adultes de leur environnement.

Enfants en précarité / ZAUCHE GAUDRON Chantal

Mondes Sociaux, 06/2014

<http://sms.hypotheses.org/2229>

La période de l'enfance est parfois jalonnée de barrières à dépasser, de défis à relever, d'épreuves à surmonter qui sont autant d'obstacles au devenir. On estime qu'en France un enfant sur cinq (soit 2.666.000) vivent en dessous du seuil de pauvreté (956 euros par mois). Ainsi, les différentes mesures étatiques pour lutter contre l'exclusion et la pauvreté n'ont pas fait reculer le nombre d'enfants en situation de pauvreté.

Enfance. Grandir dans la pauvreté

Gazette sante social (la), 31/12/2012, n° 90, p. 20-25

Ecole. refuser la répétition de l'échec

Vacances. Un droit au répit à défendre

Santé. Lutter contre les maux de la précarité

Hébergement. Un toit pour préserver les liens précoces

*** Enfants et précarités** / ZAUCHE GAUDRON Chantal

Le Journal des psychologues, 2006, n° 240, p. 63-66

www.cairn.info/revue-le-journal-des-psychologues-2006-7-page-63.htm

Les conditions de vie précaires ainsi que l'insécurité qui en est inhérente entravent sans conteste le développement de l'enfant. Mais cette seule assertion ne suffit pas à rendre compte de la variabilité de leur impact. Il est nécessaire pour cela de considérer qualitativement le contexte dans son ensemble, économique certes, mais surtout familial et environnemental.

✓ Rapports / Etudes

Œuvrer pour la dignité et contre la discrimination / REDEGELD Ton

Quart monde, 03/2015, n° 233, p. 45-50

Le 27 septembre 2012, le Conseil des droits de l'homme, a adopté par consensus les Principes directeurs de l'ONU sur l'extrême pauvreté et les droits de l'homme. Il s'agit d'un texte d'une importance capitale. Il décrit l'extrême pauvreté comme un cercle de discriminations, d'inégalités, de stigmatisations, de cumul de précarités qui se renforcent mutuellement. Il rappelle également les obligations des Etats et des autres acteurs. L'auteur retrace le long chemin vers une reconnaissance, par l'ONU, de la misère comme violation des droits de l'homme.

* Articles en copie en fin de dossier

Vivre la pauvreté quand on est un enfant - Actes du colloque du 21 novembre 2011 - Paris

Mission d'information sur la pauvreté et l'exclusion sociale en Ile-de-France, 2012, 94 p.

http://www.mipes.org/IMG/pdf/Actes_colloque_Nov_2011_-_modifie.pdf

Photographie de la pauvreté infantile en régions Ile-de-France, Provence-Alpes-Côte d'Azur et Rhône-Alpes

Grandir à Belsunce : les catégories ordinaires de l'expérience enfantine dans un quartier de Marseille / ZOTIAN Elsa

EHESS, Marseille, 2009

Cette thèse rend compte du point de vue d'enfants âgés de 8 à 12 ans, fils et filles de migrants maghrébins pour la plupart, grandissant à Belsunce, quartier populaire du centre-ville de Marseille, sur le monde social. Elle montre que les enfants sont des « êtres au présent » qui, tout en étant pris dans des rapports sociaux verticaux et des contraintes sociales diverses, sont dotés de compétences et de savoir-faire, mettent en œuvre au quotidien des stratégies d'acteurs, manipulent en ce sens des catégories sociales et des représentations, aussi bien entre eux que dans leurs rapports avec les autres catégories sociales d'âge (adultes, adolescents, « tous petits »).

✓ **Ouvrages**

En finir avec les idées fausses sur les pauvres et la pauvreté / ATD QUART MONDE

Atelier (Éditions de l'), 2013, 188 p.

Plus la crise économique et sociale s'accroît, plus les idées reçues sur les pauvres se répandent. Plus cette crise est présentée comme une catastrophe naturelle, plus ils sont convoqués au tribunal de l'opinion publique : s'ils sont pauvres, ce serait « de leur faute ». « S'ils sont à la rue, c'est qu'ils l'ont choisi. » « S'ils font des enfants, c'est pour les allocations familiales. » « Ce sont des assistés qui coûtent cher à la société. » « D'ailleurs, s'ils voulaient vraiment chercher du travail, ils en trouveraient. » « De toute manière, on gagne plus au RSA qu'avec le SMIC. » « Ils perçoivent des allocations alors qu'ils élèvent mal leurs enfants. » Dans ce flot de discours, les étrangers sont particulièrement visés : « Ils peuvent profiter facilement des minima sociaux qu'ils perçoivent dans leur pays. » Ce livre répond point par point à plus de 80 de ces idées reçues sur la pauvreté. Alors que l'on accuse les pauvres d'être des assistés et des fraudeurs, il révèle par exemple que le montant des aides sociales non réclamées par ceux qui y ont droit s'élève à plus de onze milliards d'euros par an !

Précarités et éducation familiale / ZAUCHE GAUDRON Chantal

Eres, 2011, 455 p.

Les formes plurielles de précarité socio-économique (RMI, travail féminin à temps partiel, flexibilité de l'emploi...) et les insécurités quotidiennes dans tous les domaines d'existence font émerger des situations familiales nouvelles et sont susceptibles d'avoir des conséquences non négligeables sur la façon dont les parents occupent leur place et assurent leur rôle de père et de mère, sur la manière dont ils assument leur conjugalité et leur parentalité, et sur la façon dont se développent, de façon singulière, enfants et adolescents. Dans cette situation particulière que connaît la France mais aussi d'autres pays européens (Portugal, Espagne...), voire des pays « plus riches » tel que le Québec, cet ouvrage a pour mission essentielle de rassembler les résultats des recherches menées aux plans national et international, dans les champs disciplinaires que sont la psychologie, la sociologie, les sciences de l'éducation, le travail social... Il met en exergue les différentes actions menées auprès des populations les plus précarisées, et donne des pistes à développer par les politiques familiales et sociales. Son objectif est aussi d'examiner les fonctionnements, styles, pratiques éducatives des familles en situation de précarité, non pas dans une démarche de stigmatisation, mais dans une approche compréhensive des processus en jeu. Si les manques et les carences peuvent être analysés, les ressources, les modes de réactivité de ces familles doivent être eux aussi précisés et examinés.

Les Conditions de vie défavorisées influent-elles sur le développement des enfants ? / ZAUCHE

GAUDRON Chantal

Eres, 2005 *Ce livre fait le bilan des recherches les plus contemporaines en psychologie sur les liens qui existeraient entre le développement du jeune enfant et ses conditions de vie, de façon spécifique, quand celles-ci sont défavorisées. Ainsi sont analysés l'environnement de l'enfant (voisinage, modes de garde, etc.), la conjugalité, la parentalité et les interactions parents-enfants qui en découlent. Les résultats des principaux travaux de recherche réalisés ces dernières années nous aident à mieux comprendre les relations d'attachement, les problèmes de comportement, les compétences sociales... des jeunes enfants qui vivent dans des conditions de vie défavorisées, auprès de leurs parents, eux-mêmes en situation de grande précarité économique.*

4 / QUAND LA PAUVRETE DES ENFANTS AMENE LES PROFESSIONNELS A SORTIR DU CADRE PREVU : quelles nouvelles responsabilités institutionnelles et postures professionnelles ?

✓ Articles

* **La pédagogie sociale pour protéger « tous ensemble » les enfants** / REYMOND Josiane

Actualités sociales hebdomadaires, 29/01/2016, n° 2945, p. 32-33

En écho à notre reportage sur l'expérience menée par l'association Intermèdes Robinson (voir ASH n° 2921 du 21-08-15, page 22), Josiane Reymond, puéricultrice, militante de l'association Terrain d'entente à Saint-Etienne, explique comment la pédagogie sociale peut, en créant « une communauté éducative » sur un territoire, éviter l'abandon de certains parents et de leurs enfants.

Une expérience de pédagogie sociale. Redonner du sens à l'action

Actualités sociales hebdomadaires, 21/08/2015, n° 2921, p. 22-26

Dans l'Essonne, l'association Intermèdes Robinson propose des activités fondées sur les principes de la pédagogie sociale : accueil inconditionnel, inscription dans la durée, fonctionnement communautaire... Un mode d'intervention non conventionnel.

<http://assoc.intermedes.free.fr/>

« Peut-on transmettre les valeurs essentielles du vivre ensemble sans les donner à vivre ? / OTT

Laurent,

Empan, 4/2015, n° 100, p. 24-31

Comment peut-on en arriver à vouloir faire taire des enfants et des jeunes au nom du droit à l'expression ? Comment peut-on rendre compte du niveau inouï d'exclusion, de sanctions et de rappels à l'ordre au sein même des institutions éducatives et sociales qui sont censées transmettre des valeurs de tolérance et d'inclusion ? On chercherait en vain dans nos institutions l'illustration réelle des valeurs dites essentielles. Il n'est plus de mise aujourd'hui de rechercher la liberté des acteurs ou des usagers des services sociaux ou éducatifs. On semble avoir préféré définitivement à ce concept les termes de responsabilité, de devoirs et de limites. L'égalité a été déformée et réduite à une pseudo « égalité des chances » et les inégalités sociales se banalisent alors que grandit l'indifférence au sort des autres. La Fraternité semble encore plus absente que les autres valeurs quand les espaces publics et communs deviennent le terrain des politiques dites de sécurité et que le concept de communauté, plus que jamais en France, est décrié et honni. Il s'avère que faute d'une véritable pédagogie de la mise en œuvre des valeurs essentielles, on se condamne sans doute à cultiver la division et les clivages sociaux. Seule la pédagogie sociale propose encore de donner à vivre concrètement, ici et maintenant, de véritables expériences de Liberté, d'Égalité et de Fraternité. Son développement n'est guère soutenu.

Réaliser un travail éducatif durable auprès des enfants et familles en situations précaires.

Nouveaux enjeux de l'assistance éducative / OTT Laurent

Journal du droit des jeunes, 7/2013, n° 327, p. 19-22

L'évolution de la famille et de la parentalité depuis la fin du XXème siècle, mais aussi celle des institutions éducatives telles que l'école et les structures périscolaires a mis un jour un décalage entre les conditions réelles, matérielles de vie, d'éducation et d'évolution des enfants et la réponse aux besoins éducatifs de continuité, de sécurité, notamment affective, et d'accompagnement dans la vie sociale. La coéducation semble ainsi être devenue, l'idée même d'une réponse à réaliser pour venir renforcer une fonction éducative, à l'échelle de la société, qui n'est plus de fait réalisée par les institutions. C'est aujourd'hui dans un contexte de « cas par cas », de prise en compte des changements de vie dans la vie des familles (déménagements, séparations, etc.) que la possibilité d'une continuité et cohérence éducative se joue et se rejoue sans cesse.

* Article en copie en fin de dossier

*** Ce que les roms révèlent : la fabrique de la précarité / OTT Laurent**

Journal du droit des jeunes, 4/2013, n° 324, p. 10-13

L'expérience de notre association, Intermèdes Robinson à partir de son travail d'éducation informelle et d'accès à l'éveil d'enfants de milieu précaire, nous a permis de travailler au plus près de la population d'un des plus grands et plus anciens bidonvilles de l'Essonne, récemment expulsé (le 28 mars 2013). Ce travail de longue haleine, inhabituel par sa durée (près de cinq années) et par le nombre de ses bénéficiaires nous a donné en tant qu'acteur un terrain d'observation intéressant du point de vue de l'impact et des effets des politiques sociales ou sécuritaires auprès de cette population. Dans le cadre de cet article, je souhaite mettre en avant les processus et les logiques d'intervention pour les confronter à l'impact que nous avons constaté. Ce travail nous paraît essentiel ; il permet de mieux comprendre pourquoi et comment des mesures et des services de protection, et d'éducation peuvent passer sous silence, ne pas traiter ou rejeter des situations qui dans un autre contexte les mobiliseraient. Quels sont les leviers à la fois institutionnels et liés aux positionnements professionnels qui permettent une telle cécité ?

Les roms, révélateurs des failles de la protection de l'enfance et de notre système éducatif / OTT Laurent

Journal du droit des jeunes, 4/2013, n° 324, p. 14-17

Notre association, Intermèdes-Robinson, organise depuis près de cinq ans une action éducative et sociale auprès des enfants de familles roms résidant dans différents bidonvilles de l'Essonne. Ce travail, qui a fait l'objet de différentes publications, ne faisait pas a priori partie des activités initiales de notre association. Celle-ci, en effet, développe des actions de développement social communautaire au bénéfice des habitants du quartier grand ensemble de la Ville de Longjumeau. C'est dans le cadre de cette activité que notre association a développé la pratique éducative innovante « d'ateliers de rue », à destination des enfants de tout âge, particulièrement les jeunes enfants et leurs parents. C'est pour étendre ces dernières activités au bénéfice des enfants d'un premier bidonville que notre association a entrepris de travailler auprès d'une nouvelle population : celle des enfants roms et leurs parents.

Accueillir dehors : Pour de nouveaux espaces éducatifs, réellement accessibles à tous et durables

Journal des professionnels de la petite enfance (le), 08/07/2013, n° n° 83, p. 22-25

<http://assoc.intermedes.free.fr/>

Depuis février 2013, l'association intermedes Robinson expérimente un dispositif d'accès à l'éveil ou DAE, prenant la forme d'ateliers dédiés principalement à l'éveil de l'enfant et des familles qui ne bénéficient pas de structures éducatives ordinaires. Les actions menées depuis 2005 sont principalement basées dans la ville de Longjumeau, dans l'Essonne.

La pédagogie sociale comme source d'une réflexion originale sur la transmission. / CAZOTTES

Ewelina, OTT Laurent

Biennale internationale de l'éducation, de la formation et des pratiques professionnelles, 2012

halshs-00766113

Notre société vit actuellement une crise des institutions éducatives et sociales. Celles-ci s'éloignent des attentes et besoins. Les professionnels du social témoignent de ces publics fragilisés en recherche de pratiques plus proches et plus globales. La pédagogie sociale, un courant peu répandu en France, insiste sur cette nouvelle proximité à mettre en œuvre entre acteurs et " bénéficiaires ", vue comme une condition nécessaire de la transformation personnelle, sociétale (Ott, 2011). Des auteurs comme Helena Radlinska, Januz Korczak, Célestin Freinet, Paulo Freire, apportent des outils théoriques fondamentaux dans ce domaine. Des exemples des pratiques en pédagogie sociale, notamment face aux publics spécifiques comme enfants en situation de rue, illustrent ce champ permet d'établir des nouvelles pratiques d'éducation, de transmission et de transformation sociale.

Le travail de rue, révélateur de l'intérêt des enfants / OTT Laurent

Journal du droit des jeunes, 3/2011, n° 303, p. 33-34

Intervention à l'occasion de la journée d'étude organisée par DEI-France en partenariat avec l'Association française Janusz Korczak le 20 novembre 2010 au Palais Bourbon

* Article en copie en fin de dossier

✓ Ouvrages

Travailler avec les familles - Parents-professionnels : un nouveau partage / OTT Laurent
Eres, 2014, 123 p.

Le travail avec les familles est devenu une " figure obligée du travail social ". Pourtant, passé cette certitude, les interrogations commencent : les parents sont-ils démissionnaires ou abandonnés ? Les pratiques usuelles que l'on rencontre au fil des institutions sont également contradictoires : entre pénalisation, stigmatisation, responsabilisation, requalification et soutien de la fonction parentale, comment s'y retrouver ? Et, au fait, que faut-il réellement soutenir : la fonction parentale, la fonction éducative ou tout simplement les liens sociaux de base ? Ce n'est pas une simple affaire de mots ou de jargons. Derrière les pratiques, les terminologies, les références choisies, se cachent de véritables choix sociaux, éthiques et politiques. Car si les familles d'aujourd'hui sont tellement sollicitées, ne serait-ce pas au fond parce qu'elles constituent, malgré tout, un des derniers espaces résistant aux rapports marchands et policiers ? S'appuyant sur une pratique vivante et des situations rencontrées et vécues dans différents types de structures, l'auteur nous invite à appréhender autrement les difficultés de communication et les malentendus qui grèvent trop souvent la relation parents/professionnels, et propose des pistes d'action et de réflexion. Tour à tour éducateur spécialisé, animateur et enseignant, actuellement directeur d'école primaire, Laurent Ott a eu l'occasion de développer un regard éducatif sur l'enfant et la famille. Docteur en philosophie, cofondateur d'une structure innovante de " permanence éducative " au profit des enfants et de leurs familles, il contribue à des actions et à des réflexions novatrices en matière de soutien de la fonction éducative, souvent à contre-courant des tendances répressives actuelles.

Travail social, les raisons d'agir / OTT Laurent
Eres, 2013, 255 p.

Ce qui manque aujourd'hui dans le travail social, ce ne sont pas les idées, c'est l'énergie, l'envie et la question du sens. Où trouver les forces pour réenchanter le social, pour récréer ici et maintenant l'aventure du social ? Comment continuer à travailler avec les enfants, les familles en grande difficulté, alors que nous-mêmes, acteurs sociaux, sommes condamnés à la précarité de nos moyens ? Comment favoriser l'autonomie des individus et des groupes alors que nous-mêmes, dans nos institutions, nous sommes de plus en plus souvent condamnés à la dépendance et à l'hétéronomie ? Face à de tels enjeux, Laurent Ott illustre les 1001 facettes d'une résistance nécessaire pour inventer ensemble les pratiques sociales et éducatives d'aujourd'hui et de demain. Il puise au cœur de l'action de l'association Intermèdes Robinson les raisons d'agir, de sortir de la routine, d'aller vers l'autre, d'abolir les distances, d'interroger les frontières, de nous confronter à une réalité complexe, sociale, économique, relationnelle et politique.

Les actions pour les enfants en situation de rue. Logiques d'action, professionnalisations et innovations / OTT Laurent, DJAOUI Elian, FOURDRIGNIER Marc, RULLAC Stéphan
Rapport final pour l'ONED, 09/2011, 128 p.

http://www.oned.gouv.fr/system/files/ao/rapport%20final%20oned-cera_v2.pdf

Cette recherche s'inscrit dans le cadre de l'appel d'offres thématique 2009 de l'Observatoire National de l'Enfant en Danger (ONED), intitulé « Les actions psycho-socio-éducatives en protection de l'enfance conduites en milieu ouvert ou ordinaire ». Elle concerne l'émergence de pratiques professionnelles ou bénévoles/militantes qui s'adressent à des enfants qui ne fréquentent pas assidument le foyer parental, l'école, les structures parascolaires et les divers dispositifs de protection de l'enfance, en danger, en risque de danger ou dans le cadre d'une prévention générale des risques.

5/ EXPERIENCES TERRITORIALES ET PISTES POUR AGIR

✓ Articles

Point de vue : mères et bébés sans-papiers - sortir de l'ombre / DAVOUDIAN Christine

Ecole des parents (l), 05/2014, n° 608, p. 28-29

Soignants et puéricultrices croisent beaucoup de mères sans-papiers. Face aux méandres de l'administration, elles doutent de leur existence.

Petite enfance : les modes d'accueil s'ouvrent aux familles les plus pauvres

Gazette des Communes (la), 18/11/2013, n° 2197, pp. 34-36

Pourquoi ? De nombreuses familles en insertion ont des difficultés à trouver une solution d'accueil pour leurs jeunes enfants lors de la reprise d'une activité, ce qui fragilise d'autant plus leur parcours.

Pour qui ? Tous les gestionnaires de crèche vont être tenus d'accueillir un minimum de 10 % d'enfants issus de famille en situation de pauvreté dans leurs établissements d'accueil de jeunes enfants.

Comment ? Les modes d'accueil doivent gagner en souplesse pour s'adapter aux exigences de l'insertion. Il faut donc que les professionnels des deux secteurs apprennent à travailler ensemble. Témoignage : Nantes (Loire-Atlantique) : l'accueil individuel simplifié - Une avance de paiement permet aux parents de rémunérer l'assistante maternelle sans attendre le versement de la Paje par la CAF.

Accueil de la petite enfance. Un berceau pour l'emploi

Journal de l'Action Sociale (le), 05/2013, n° 177, pp. 30-31

Dans un pays où la majorité des femmes travaillent, conjuguer parentalité et travail devient vite insoluble quand la question du mode de garde des enfants n'est pas préalablement réglée. Et la difficulté est particulièrement aiguë pour les familles monoparentales ou personnes éloignées de l'emploi depuis longtemps. L'association l'Institut d'éducation et de pratiques citoyennes (IEPC) a fait le choix de s'attaquer de front au problème. Avec une formule qui marche comme le montre le dernier-né de ses établissements, la crèche multi-accueil Scoubidou, à Aubervilliers (93).

Toulouse (Haute-Garonne) : les freins à l'emploi levés grâce à un dispositif de garde d'enfants à domicile.

Gazette des Communes (la), 25/03/2013, n° 12, p. 35

Expérience de l'association l'Enfanfare

Enfants de familles en difficulté : quelles modalités d'accueil ? / GALTIER Bénédicte

Dossier Solidarité et Santé, 12/2012, n° 35, 18 p.

<http://drees.social-sante.gouv.fr/IMG/pdf/article35.pdf>

L'accueil et l'éducation préscolaire des jeunes enfants constituent le socle de leur développement. Or ceux des familles en difficulté fréquentent peu les modes d'accueil extrafamiliaux. Trois dispositifs ciblant ces enfants permettent de mettre en lumière quelques conditions à réunir pour offrir une réponse adaptée aux besoins d'accueil de ces familles. La première est une offre de service complète, ciblant les enfants et les parents, à coût modique pour les familles. Cette offre doit par ailleurs être souple pour s'adapter à des situations familiales instables, et respectueuses du bien-être de l'enfant. S'y ajoutent, du côté des structures, le soutien durable de partenaires politiques et institutionnels et une forte implication du créateur. Mais l'absence de l'un de ces éléments met en péril le fonctionnement de ces dispositifs, qui semblent ainsi aussi fragiles qu'utiles.

De plus en plus d'enfants pauvres à Strasbourg, l'accueil en flux tendu

Rue 89, 2012

<http://www.rue89strasbourg.com/index.php/2012/06/25/societe/de-plus-en-plus-denfants-pauvres-a-strasbourg-laccueil-en-flux-tendu/>

Le 28 mai dernier, l'Unicef publiait un rapport présentant un taux de 10% d'enfants en situation de précarité en France, selon des critères comme la diversité alimentaire, la socialisation, etc. A Strasbourg, un quart des enfants de moins de trois ans sont issus d'une famille démunie selon la Ville. Reportage dans le milieu associatif strasbourgeois, qui s'efforce d'aider les parents à subvenir à leurs besoins.

*** Penser une clinique de l'errance et de l'invisibilité. À propos d'un groupe de parole en pmi de femmes enceintes migrantes en grande précarité / DAVOUDIAN Christine**

Spirale 1/2007, n° 41, p. 157-164

<https://www.cairn.info/revue-spirale-2007-1-page-157.htm>

L'auteur présente dans cet article une proposition d'accompagnement de futures mères migrantes rencontrées au cours des consultations prénatales en PMI. Il s'agit d'un groupe de parole intitulé « Accoucher en terre étrangère » animé par les professionnels qui suivent la grossesse (la sage-femme et le médecin). La situation de migration a été retenue, et comme cofacteur aggravant, la situation de grande précarité. (Adapté du texte).

✓ **Ouvrages/ DVD**

La grossesse, une histoire hors normes: Réflexions de artisans de PMI et d'ailleurs / DAVOUDIAN

Christine

Erès, 2014, 231 p.

Malgré de nombreuses recommandations, le suivi de la grossesse reste encore très médicalisé et court le risque de l'anonymat dans les grandes structures que deviennent les maternités. Par ailleurs, se développent des approches éducatives normatives destinées à encadrer la parentalité bien en amont de la venue de l'enfant. Or, la psyché maternelle se trouve traversée pendant la grossesse par l'ambivalence et les bouleversements propres à chacun du « devenir parents ». Cette parentalité naissante ne peut se couler sans risque dans l'ensemble des normes qui édictent des propositions parfois à contretemps sans tenir compte de la singularité de chaque couple. À côté des maternités de plus en plus centrées sur leurs missions techniques, la PMI constitue un lieu tiers où reste possible un accompagnement « sur mesure » des familles attendant un enfant. Elle met à leur service des savoirs et savoir-faire d'artisans, et s'offre comme un espace d'écoute inconditionnelle. Toutefois, du fait de ses missions de protection de l'enfance, la PMI est aussi traversée par ses propres contradictions qui sont ici questionnées. A partir de leur expérience de terrain, les auteurs témoignent de la complexité de la clinique périnatale qui doit inciter les professionnels à une grande prudence.

DVD - Familles en errance / DAVOUDIAN Christine, LORRAIN Jeanne

2013

"Ce film est destiné en première intention aux professionnels du secteur médico-psycho-social et en particulier à tous ceux qui rencontrent dans leur pratique un public très précarisé. Il s'agit ici de familles sans domicile fixe, qui ont recours aux hébergements d'urgence du samu social (115). Nous avons souhaité recueillir les témoignages et réflexions de personnes au prise avec cette réalité mais aussi des professionnels qui les rencontrent. Dans ce contexte quel accueil et quels soins possibles ? quels effets à court moyen et long terme de ces situations de ruptures et grande exclusion ? Mais au-delà du champ professionnel, les auteurs ont souhaité que ce documentaire puisse être plus largement diffusé pour témoigner de ces réalités sociales qui interrogent le politique et nous concernent tous comme citoyens."

* Article en copie en fin de dossier

Mères et bébés sans papiers. Une nouvelle clinique à l'épreuve de l'errance et de l'invisibilité ? /

DAVOUDIAN Christine

Eres, 2012, 245 p.

Comment mettre au monde et inscrire un enfant dans un lieu d'où soi-même on est exclu ? Il existe en France de plus en plus de femmes enceintes, de mères avec leurs bébés, issues de parcours migratoires chaotiques qui sont confrontées à une extrême précarité et souvent à l'errance. Leur avenir est peu lisible du fait de leur absence de titre de séjour qui les place dans une situation « hors champ social ». De leurs lieux d'exercice (PMI, maternités, crèches, UME, CMP, associations et autres), des professionnels témoignent de leur rencontre avec ces patientes. Ils tentent de penser les effets de ces situations sur la vie psychique des mamans et des bébés dans ce moment si particulier de la construction des premiers liens. Éprouvés par cette clinique, ils questionnent également leurs représentations, leurs attitudes, ainsi que les dispositifs d'accueil et de soins qui peuvent se trouver, comme les soignants eux-mêmes, mis à mal. Par cet ouvrage, ils souhaitent contribuer à faire sortir de l'invisibilité les mères et les bébés sans-papiers afin de leur offrir un accueil qui ne saurait souffrir aucun mode d'exclusion.

DVD - Une terre d'avenir / DAVOUDIAN Christine

2010

Destiné aux professionnels du secteur médico-social mais aussi à tous ceux qui rencontrent dans leur clinique ou leur pratique un public très précarisé, ce film permet de suivre et de comprendre des histoires et des parcours de femmes dans leurs relations avec les professionnels de la santé et particulièrement avec ceux de la Protection maternelle et Infantile.

✓ Rapports

L'éducation et la scolarisation d'enfants roms migrants accueillis en centres d'hébergement d'urgence. Une étude ethnographique sur le travail éducatif des parents et des professionnels /

BRUGGEMAN Delphine, MALTET Zoé, MONTOYA Julie

ONED, 2014, 134 p.

http://www.oned.gouv.fr/system/files/ao/aoo2012.bruggeman_rf.pdf

✓ FOCUS sur Mayotte

Mayotte. Situation sur les droits et la protection des enfants

Mission du Défenseur des droits, 2015, 83 p.

http://www.defenseurdesdroits.fr/sites/default/files/atoms/files/dde_mayotte_2015_definitif.pdf

Jacques Toubon, Défenseur des droits a mandaté une délégation à Mayotte du 13 au 18 septembre 2015. Conduite par son adjointe, Geneviève Avenard, Défenseure des enfants, la mission entendait prioritairement rencontrer les élus du Conseil départemental et les cadres administratifs en charge des services de protection de l'enfance. La première partie de ce rapport évoque le développement de Mayotte et en corollaire, les enjeux de sa cohésion sociale. La seconde partie s'attache en particulier à l'application des droits des enfants en tentant d'apprécier à leur juste mesure les nouvelles volontés politiques qui se dégagent et les avancées. La troisième partie met en lumière certaines difficultés d'ordre juridique et administratif qui forcent à demeurer réaliste.

* L'île aux enfants perdus

Les Inrocks, 15/04/2015, p. 53-56

http://www.migrantsoutremer.org/IMG/pdf/presse_inrocks_2015-04-09_lile_aux_enfantspendus.pdf

A Mayotte, dernier-né des départements français, un habitant sur deux a moins de 17 ans. Parmi eux, de nombreux enfants survivent, sans droits ni ressources, dans la misère la plus totale. Zoom sur un scandale oublié, noyé dans l'océan Indien.

Mayotte - Etat des lieux, enjeux et perspectives. Regards croisés sur le dernier-né des départements français / HERMET François

L'Harmattan, 2015, 237 p.

Pendant des dizaines d'années, Mayotte n'a pensé qu'à la départementalisation : c'est chose faite depuis le 31 mars 2011. Bien que légitime, ce combat politique d'un demi-siècle a vraisemblablement occulté tous les autres, en particulier celui relatif au développement de cet étroit territoire. Mayotte reste aujourd'hui la région française la moins avancée au plan économique et social. Par son positionnement interdisciplinaire, cet ouvrage propose une analyse globale des spécificités de Mayotte.

Chômage, pauvreté, inégalités : où en sont les politiques sociales à Mayotte ?

ROINSARD Nicolas,

Informations sociales, 6/2014, n° 186, p. 82-89

Trois ans après son accession au statut de département et région d'outre-mer, Mayotte demeure le département français le plus pauvre, le plus inégalitaire et le plus touché par le chômage. Cet article décrit la situation économique et sociale de la société mahoraise et dresse un état des lieux des politiques sociales à l'œuvre et des enjeux qu'elles recouvrent.

Mayotte - Les enfants perdus de la République

Figaro magazine (le), 15/03/2013, p. 46-54

Submergé par les clandestins, notre 101ème département a vu sa population multipliée par dix en cinquante ans. Dont une bonne moitié d'enfants, parfois privés de droits élémentaires. Construire des écoles à tour de bras ne suffit pas. Les Mahorais vont devoir assumer leurs responsabilités

Les mineurs isolés à Mayotte : Contribution à l'Observatoire des Mineurs Isolés. Etat des lieux, Préconisations méthodologiques, Profils sociaux, Estimations d'effectifs, Axes opérationnels, Propositions d'actions. Rapport final / GUYOT David

Ministère des solidarités et de la cohésion sociale, 2012, 52 p.

<http://infomie.net/spip.php?article923>

Le premier objectif de la mission consiste à relancer l'Observatoire et notamment le dispositif partenarial censé alimenter en continu un corpus de données sur les mineurs isolés à Mayotte. Le deuxième objectif est de produire des données et des analyses sur la population des mineurs isolés.

6 / APPROCHE PAR LE CARE ET LES DROITS DE L'ENFANT

✓ Articles

*** Faire de la connaissance des droits universels, un outil pédagogique de prévention /**
DUQUESNE Colette,

Journal du droit des jeunes, 5/2015, n° 345 - 346), p. 39-42

Retour sur une expérience d'initiation aux droits de l'homme et de l'enfant, menée auprès des collégiens et lycéens. « Pour comprendre les notions de droits de l'homme, il faut intéresser les enfants à l'histoire, revenir à la Révolution française, enseigner la chronologie et s'appuyer davantage sur les récits. Il faudrait montrer quels progrès ont été réalisés depuis des siècles pour parvenir à un minimum de liberté, quels combats ont été menés pour plus d'égalité » (Elisabeth Badinter) En 1989, la Convention internationale des droits de l'enfant (CIDE) reconnaît un statut et une protection juridique à l'enfant. En 2009, peu après son vingtième anniversaire, une quarantaine de professionnels de l'enfance qui travaillent à l'élaboration du schéma départemental PMI sur la question « Comment mieux coopérer en prévention et en protection de l'enfance sur les territoires ? » demandent au département des formations locales et partenariales sur les droits fondamentaux pour « se connaître entre acteurs, échanger en dehors des situations individuelles et développer une culture commune garantissant un meilleur respect des droits de l'enfant et de sa famille ».

Sur les chemins des droits de l'enfant

Furet (le), 12/2015, p. 19-56

- La Convention des Droits de l'enfant...Quels enjeux ?
- Conseil de l'Europe : "Construire une Europe pour et avec les petits"
- Le suivi de la CIDEJ, j'ai des droits..
- Genève : 2014 Année de l'enfance
- L'enfant : un sujet des droits à part entière
- Le débat philosophique préalable et conséquence des droits de l'enfant
- Participer à la vie quotidienne en crèche : un droit des enfants
- Exploration participative du point de vue des jeunes enfants
- Ethique professionnelle et droits de l'enfant
- La Suède, un paradis pour les enfants
- Valoriser les transmissions culturelles familiales en crèche
- Une aventure artistique autour du droit à la culture
- Les droits de l'enfant ont un présent, un passé. Ont-ils un avenir ?
- Tout petit, j'ai droit à la parole

Droits de l'enfant : la France peu protocolaire ? / RONGE Jean-Luc

Journal du droit des jeunes, 09/2015p.11-15

Après avoir tergiversé près de trois ans avant de mettre sa signature au bas du troisième protocole facultatif à la Convention de New York relative aux droits de l'enfant établissant une procédure de présentation de communications, la France s'apprête à ratifier cet accord international en y faisant part de « déclarations » et d'« interprétations » qui videraient de sens l'instrument qui ouvre la voie à l'examen de "plaintes" déposées par des enfants ou pour des enfants dont les droits seraient violés.

La gouvernance et la pauvreté, maillons faibles de la politique de l'enfance, selon l'Unicef et AEDE

Actualités sociales hebdomadaires, 12/06/2015, p. 19-20

Quelques mois avant que la France soit entendue par le comité des droits de l'enfant des Nations unies, les associations rendent publics leurs rapports « alternatifs » sur l'application de la Convention internationale des droits de l'enfant sur le territoire. Comme tous ceux qui ont ratifié le texte, l'Etat français doit, tous les cinq ans, rendre compte de ses actions devant les experts onusiens. En janvier 2016, elle devra ainsi faire état de celles qui ont été entreprises depuis les dernières recommandations – sévères – du comité en 2009.

* Article en copie en fin de dossier

« Pour un travail social refondé sur l'information et l'accès aux droits fondamentaux - Contribution aux États généraux du travail social dans le cadre du plan pluriannuel de lutte contre la pauvreté : diagnostic et propositions / DUQUESNE Colette,
Journal du droit des jeunes, 8/2014, n° 338-339, p. 72-78

Le travailleur social, disait Robert Castel, doit être un défenseur des droits des individus en difficulté dont il a la charge. Il faisait référence au droit au secours voulu par les Révolutionnaires : « Le droit au secours est un devoir sacré de la République ». Plus de deux siècles après la Révolution, ce n'est plus la défense d'un droit au secours que le travail social doit assurer, mais celle d'un droit à l'information et à l'accès aux droits fondamentaux de la personne humaine, en vue du respect de son développement, de son autonomie, de sa dignité. Depuis les années 1980, trois évolutions importantes ont marqué la société, sans être accompagnées en conséquence d'une évolution du travail social et de sa formation.

*** Les enfants du monde acteurs de changement / LEVY Jonathan,**
Apprentis d'Auteuil, 05/2014

<http://www.apprentis-auteuil.org/actualites/detail-de-lactualite/article/les-enfants-du-monde-acteurs-de-changement/news-cat/international.html>

En 2013, Jonathan Lévy, psychopédagogue, lançait une série de conférences internationales sur la participation active des enfants à la vie de la société : les Children as actors for transforming society (CATS). Avec pour ambition un monde plus juste et plus viable pour tous et d'autres conférences à venir. Interview bilan et perspective.

Entre réalités des familles et droit de l'enfant, des qualités à construire

Enfants d'Europe, 12/2014, p. 2-30

Depuis longtemps nous savons qu'il n'y a pas une qualité qui se définirait de manière absolue. Quelles sont les qualités, les caractéristiques qui nous paraissent importantes ? Comment se traduisent-elles dans les pratiques quotidiennes ? Comment le respect des Droits de l'Enfant se met-il en actes ? A quelles familles, à quelles situations sociales répondons-nous ? Réinterroger cette notion de qualité en temps de crise n'est pas simple. Peut-on réduire les coûts sans porter atteinte à la mise en œuvre d'une qualité qui respecte nos principes prioritaires ? Comment dépasser la notion de garde pour aller vers un droit d'accès et d'éducation pour les enfants ?

L'Union européenne et les droits de l'enfant / MORIN Soujata

Journal du droit des jeunes, 02/2013, p. 44-48

Depuis quelques années, l'Union européenne n'a cessé d'augmenter la protection accordée aux enfants, en privilégiant une approche globale et multidisciplinaire. La stratégie européenne des droits de l'enfant, l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne et le programme de l'Union européenne constituent trois étapes fondamentales dans le développement de la défense des droits de l'enfant au sein de l'UE.

25 ans de la Convention des droits de l'enfant

Journal du droit des jeunes, 12/2014, p. 21-46

- Un mal pour un bien (ou le contraire), Coraline Hirschi - Droits de l'enfant : un projet de société, Marie Derain - La France va enfin ratifier le Troisième Protocole additionnel à la Convention de New York : pas de vrais droits sans recours !, Jean-Pierre Rosenczweig - Rappel aux autorités publiques des articles essentiels de la Convention des droits de l'enfant pour une meilleure application en France, Dominique Attias - L'intérêt supérieur des enfants comme considération primordiale, Sophie Graillat - Réduire la pauvreté, Fabienne Quiriau - Le droit de l'enfant à vivre en famille est-il un droit ? L'article 9 de la CIDE et la question de l'hébergement de familles à la rue...Laurent Puech - L'intérêt de l'enfant n'est pas soluble dans la gestion des flux migratoires, Éric Bocciarelli - La filiation de l'enfant né d'une GPA à la lumière de la Convention internationale des droits de l'enfant, Lucette Khaïat - Audition et intérêt supérieur de l'enfant dans le contentieux familial, Marc Juston - Vingt-cinq ans et pourtant...Catherine Chabrun - De la bonne lecture des droits de l'enfant, Bernard Defrance - Du génie démocratique de la CIDE, ou de quelques façons de conjuguer les droits des enfants à la libre expression, à la sécurité, à l'éducation et aux loisirs, Frédéric Jésus - Déterminer l'intérêt supérieur de l'enfant dans le cadre de l'adoption internationale, Amélie Mouton

* Article en copie en fin de dossier

L'intérêt supérieur de l'enfant en questions : leurre ou levier au service de ses droits ? Journée d'études de DEI-France et de L'Association Française Janusz Korczak

Journal du droit des jeunes, 03/2011, p. 17-44

- *Décliner le principe de l'intérêt supérieur de l'enfant à l'aide d'obligations procédurales. Les propositions de DEI-France*, par Sophie Graillat
 - *La genèse de l'intérêt supérieur de l'enfant dans la Convention relative aux droits de l'enfant*, par Nigel Cantwell
 - *Janusz Korczak... Reviens, ils sont devenus fous !* par Bernard Lathuillère
 - *Au milieu des vacances scolaires... Témoignage d'une directrice d'école*, par Véronique Decker
 - *L'intérêt supérieur de l'enfant en questions : nos suggestions (enfants placés et/ou sous la surveillance des services sociaux)*, par ATD Quart Monde, secrétariat famille
 - *Le travail de rue, révélateur de l'intérêt des enfants*, par Laurent Ott
 - *Construire un projet en protection de l'enfance dans l'intérêt supérieur d'un enfant*, par Serge Bouznah
 - *Éloge de la familiarité*, par René Badache
 - *Il faut nommer l'intérêt supérieur de l'enfant : La Convention de La Haye du 25 octobre 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants : un exemple d'intérêt supérieur de l'enfant*, par Alain Cornec
- <http://old.dei-france.org/journees-etude/je2010/index.html>

Les droits de l'enfant en action

Revue Quart Monde, 2009, p. 4-49

<http://www.revue-quartmonde.org/spip.php?article142>

- Introduction : Les droits de l'enfant en action. Martine Hosselet-Herbignat*
- *Artisans de la Convention internationale sur les droits de l'enfant. Huguette Redegeld*
 - *Fon, petite perle de pluie. Alain Souchard*
 - *Une famille « à tout prix » ? Annick Aubry*
 - *Des parents : « Rien n'est jamais dit sur les bonnes choses ». Beatriz Monje Baron*
 - *D'autres chemins que le placement. Marie-Cécile Renoux*
 - *Personne ne les prend dans les bras. Acer –Russie*
 - *Enfants placés au travail en Suisse. Marco Leuenberger, Loretta Seglias*
 - *Le potentiel caché des quartiers populaires. François Le Gall*
 - *Tout écolier est riche de son milieu. Dominique Visée-Leporcq*
 - *Les enfants, acteurs de leurs droits. Ben Fehsenfeld*
 - *« Ils vont chercher l'eau à un truc rouge ». Marlène Jourdan*
 - *Loréna et la rue. Gérard Lutte*
 - *Cinéma : « Entre les murs » et « Khamisa ». Marie-Hélène Dacos-Burgues*

✓ **Rapports**

Les enfants peuvent bien attendre. 25 regards d'experts sur la situation des droits de l'enfant en France

Unicef, 2015, 184 p.

<https://www.unicef.fr/contenu/espace-medias/l-unicef-france-publie-les-enfants-peuvent-bien-attendre>

Préfacé par Christiane Taubira, Garde des Sceaux et Ministre de la Justice, le livre donne la parole, de manière transversale et inédite, à 25 experts exerçant dans le champ de l'enfance et de l'adolescence (chercheurs, sociologues, avocats et magistrats, professionnels ou encore élus), et, pour la première fois, à quatre Défenseuses des enfants, qui partagent leurs réflexions sur l'effectivité des droits de l'enfant aujourd'hui en France. A l'aune de l'examen de l'application de la Convention internationale des droits de l'enfant, si chacun livre sa vision et son analyse de la mesure de son effectivité, tous parviennent à un constat critique : reconnaître des droits ne suffit pas. Un long chemin reste à parcourir, celui de l'effectivité des droits.

Chaque enfant compte. Partout, tout le temps

Unicef, 2015, 52 p.

https://unicef.hosting.augure.com/Augure_UNICE

Pauvreté, enfants migrants, bidonvilles, justice pénale... Dans le cadre de l'audition prochaine de la France devant l'ONU, l'UNICEF France interpelle le gouvernement sur les nécessaires progrès à réaliser, et remet au Comité des droits de l'enfant une analyse du respect et des violations des droits de l'enfant sur notre territoire.

Rapport du Défenseur des droits au Comité des droits de l'enfant des Nations unies

Défenseur des droits, 2015, 151 p.

http://www.defenseurdesdroits.fr/sites/default/files/atoms/files/150717-rapport_enfants-onu_sans.pdf

Ce rapport sur la mise en oeuvre par la France de la Convention internationale des droits de l'enfant est le troisième depuis la création de l'institution du Défenseur des enfants en 2000. C'est aussi le premier du Défenseur des droits, autorité constitutionnelle indépendante, chargé en 2011 de la mission de protection des droits et libertés et de promotion de l'égalité, et à ce titre, de la défense et de la promotion des droits et de l'intérêt supérieur de l'enfant, spécifiquement confiée à son adjointe, défenseure des enfants.

Rapport du COFRADE sur l'application de la Convention internationale relative aux droits de l'enfant en France

Cofrade, 2015, 102 p.

<https://cofradeenfrance.files.wordpress.com/2015/03/rapport-du-cofrade-2015.pdf>

Beaucoup de progrès restent à faire pour lutter contre la pauvreté et ses conséquences, pour lutter contre les inégalités, à l'école, ou dans la prise en charge des enfants malades. Le COFRADE dénonce le manque d'efficacité dans la protection contre les maltraitances, qu'il s'agisse des violences auxquelles, on expose l'enfant à la télévision aux heures de grande écoute, ou au cinéma du fait d'une classification inadéquate des films, qu'il s'agisse du harcèlement à l'école (qui touche 1 enfant sur 10) ou du cyberharcèlement, qu'il s'agisse de la prostitution, (l'ACPE évalue le nombre de mineurs prostitués dans notre pays à environ 6 à 8000 jeunes), qu'il s'agisse des maltraitances sur enfants vécues dans la famille (14% des Français considèrent avoir été victimes de maltraitance physique et/ou psychologique[1] dans leur enfance). Aussi le COFRADE demande la création d'une Mission Interministérielle Enfance, où les associations de défense des DE et de Jeunesse seraient représentées. Cette Mission, pourrait promouvoir la Convention, évaluer son application, faire les adaptations nécessaires, mettre en place une véritable politique pour l'Enfance et créer une clause d'impact-enfant pour les futures lois.

1989-2014, la Convention des droits de l'enfant, 25 ans après. De la défense à la promotion de l'intérêt supérieur et des droits de l'enfant

Défenseur des droits, 2014, 56 p.

http://www.defenseurdesdroits.fr/sites/default/files/atoms/files/ddd_ra_e_2014.pdf

À l'occasion de la journée des droits des enfants et du 25e anniversaire de l'adoption de la Convention internationale des droits des enfants (CIDE), jeudi 20 novembre, Geneviève Avenard, défenseure des enfants, revient sur ses missions au moment où son institution publie ce rapport qui balaie plusieurs thématiques et formule des recommandations pour améliorer la condition des enfants dans notre société.

De nouveaux droits pour les enfants ? Oui...dans l'intérêt même des adultes et de la démocratie /

ROSENCZVEIG Jean-Pierre, YOUNG Dominique, CAPELIER Flore

2014, 292 p.

<http://www.rosenczveig.com/>

Écoutons ce que les enfants ont à nous dire. L'intégration sociale des enfants : de fortes inégalités. Consultation nationale des 6-18 ans 2013

Unicef, 2013, 52 p.

http://www.unicef.fr/userfiles/UNICEF_France-Rapport_complet-consultation.pdf

Une consultation nationale "exceptionnelle, par son ampleur, comme par la méthodologie choisie" : remis mardi 19 novembre à la veille de la journée internationale des droits de l'enfant à Dominique Bertinotti et George Pau-Langevin, respectivement ministres déléguées chargées de la famille et de la réussite éducative, le rapport de l'Unicef France sur la consultation menée de février à juillet dernier auprès de 22 500 enfants âgés de 6 à 18 ans est en effet inédite. Son ambition : "Renforcer la participation citoyenne des enfants et apporter un éclairage sur leurs expériences vécues tant dans leur famille, que dans leur quartier, leur commune et leur école".

Dossier documentaire

Edité par l'INSET, rue du Nid de Pie, CS 62020, 49016 Angers Cedex
www.cnfpt.fr

Directeur de publication : **Marion Leroux**, Directrice

Responsable du centre de ressources : **Madeleine Baché**

Conception et réalisation : **Bérangère Godement, Touria Arab-Leblondel, Cécile Boivin, Marie-Christine Marchand**

Tél. : 02 41 22 41 46

© 2016 CNFPT/ INSET D'ANGERS

Centre national de la fonction publique territoriale

